

Economie

De l'a-démocratie en Europe

Philippe Riès

2278 words

7 March 2013

Copyright 2013. Mediapart. All Rights Reserved.

Dans *De la démocratie en Europe*, le livre qu'il a cosigné avec l'eurodéputée libérale française Sylvie Goulard, Mario Monti avait retenu une formule d'un petit pamphlet, *L'Europe malade de la démocratie*, qui avait précédé leur ouvrage de quelques années sur ce thème glissant : « Un homme politique avisé ne sort jamais sans son bouc émissaire. » Comme j'en suis l'auteur, je vais me permettre de compléter la citation, qui colle si bien aux résultats des récentes élections italiennes, même si elle est un peu longue.

« Depuis le 1er janvier 2001, c'est pratique, le bouc émissaire de choix d'un bon nombre de politiciens européens, français notamment, se transporte dans la poche ou le portefeuille. C'est l'euro, coupable de tous nos maux, la vie chère, la croissance molle, la réduction supposée du pouvoir d'achat, la concurrence déloyale des Chinois, les délocalisations d'entreprises, etc. (...) L'euro a en commun avec les figures classiques du bouc émissaire, le juif de l'Europe centrale pogromiste, le noir du Sud américain raciste, le "péril jaune" d'avant-hier et d'aujourd'hui, notre propre capitaine Dreyfus, d'être la cible de l'ignorance, des préjugés et des manipulations cyniques d'où naissent les colères populaires. Le bouc émissaire idéal est "étranger" : ainsi l'euro, identifié à cette Europe lointaine, mystérieuse, forcément "technocratique" et (en France, la formule est toujours gagnante) évidemment "ultra-libérale". »

Les deux bouffons qui ont empêché que quiconque sorte vainqueur des urnes en Italie ont tenu les deux bouts de la même corde : contre l'euro et l'Europe, contre les « Allemands » pour Silvio Berlusconi, contre les immigrés dans le cas de Beppe Grillo. En ce sens leur populisme ou leur démagogie, car c'est bien de cela qu'il s'agit même si un nouveau « politiquement correct » veut

interdire l'usage de ces « gros mots » dès lors que « le peuple a parlé », est d'une grande banalité : de la Hollande à l'Autriche, du Danemark à la France, des « Vrais Finlandais » à la dynastie Le Pen, la diabolisation de l'étranger « abstrait » et la haine de « l'autre » voisin marchent de concert. Le racisme n'est jamais très loin, comme lorsqu'un Berlusconi traite le président américain Barack Obama de « abbronzato » sous les gloussements complices de l'assistance. Elle est bien bonne !

Universitaire égaré en politique, Mario Monti est sorti sans son bouc émissaire sur la scène politique italienne. Et comme celui qui oublierait son parapluie à Londres, il s'est fait rincer. Qu'un chef de gouvernement sortant, fût-il un « technocrate » en place depuis à peine plus d'un an, soit désavoué par les électeurs, c'est le contraire qui eût été surprenant par les temps qui courent en Europe : ce fut le cas de tous les gouvernements européens depuis le début de la crise financière globale, à la notable exception de la coalition libérale polonaise. En treize mois, le gouvernement de techniciens présidé par Monti aura lancé davantage de réformes que les cabinets dirigés par Berlusconi en vingt ans.

L'Etat italien, une nuisance nécessaire

Un autre scoop des commentateurs de l'instant fut de découvrir, au soir du vote, une Italie « ingouvernable ». C'est un cliché de rappeler que pour la République italienne, l'ingouvernabilité fut la règle, la gouvernabilité l'exception. Tout y concourt, l'histoire et les institutions, la faiblesse congénitale de l'État et le mode de scrutin. Et la classe politique italienne, l'une des moins performantes en Europe pour le rapport qualité/prix. Et pourtant, voilà bien un domaine où la concurrence est rude.

L'Italie s'en est-elle portée plus mal ? Aucunement, pendant longtemps. D'autres institutions, la famille, la cité, l'entreprise, le syndicat, pour le meilleur, les réseaux mafieux et clientélistes pour le pire, suppléaient l'évanescence de Rome. Du communisme entrepreneurial bolognais à la principauté turinoise de la famille Agnelli, on trouve d'innombrables exemples d'une organisation économique et sociale qui réduit l'État central à une nuisance nécessaire. Coûteuse mais supportable tant que le miracle

économique de l'après-guerre prolonge ses effets. Et avec laquelle on s'arrange : l'impôt rentre mal mais l'épargnant finance sans réticence une dette publique exponentielle.

Très tôt, l'Europe apparaît aux dirigeants italiens, les Gasperi, Spinelli, Einaudi, comme une porte de sortie par le haut du cloaque local. L'euro-enthousiasme italien est le pendant d'un pessimisme foncier à l'égard des institutions nationales. C'est à Rome qu'une Union européenne « toujours plus étroite » sera portée sur les fonts baptismaux. Lointaine et nordique, Bruxelles n'est pas perçue comme une marâtre mais plutôt une gouvernante bienveillante dont les lois et règlements contribuent à ordonner le désordre domestique. Et dont les subventions complètent le mécanisme traditionnel de transfert entre le Nord industriel, commerçant, quasi germanique, et le Sud agricole, féodal, oublié des hommes et de Dieu. Quand en 2005, Toni Negri, grand intellectuel marxiste fondateur de Potere Operaio, appelle au « oui » au Traité constitutionnel européen « pour faire disparaître cette merde d'État-nation », il sait de quoi il parle.

Ce n'est pas un hasard si, au milieu des années 1990, lorsqu'il faut qualifier l'Italie pour l'euro, impératif catégorique pour un pays fondateur, la nécessité de la gouvernabilité impose que la main passe, temporairement, de la classe politique à la technocratie, avec Carlo Azeglio Ciampi et Lamberto Dini, tous deux venus de la Banque d'Italie. Que la classe politique italienne, dont Berlusconi aura été la figure de proue pendant deux décennies, se soit à nouveau effacée quand le maintien de l'Italie dans la zone euro et, par conséquent, le sort de la monnaie unique elle-même étaient en jeu, relevait également d'une certaine logique institutionnelle péninsulaire.

L'Europe « technocratique » est morte

Le problème pour les Italiens, et pour tous les autres Européens, c'est que cette Europe « technocratique » tant décriée, si elle a jamais existé, est morte. Et que l'Europe démocratique n'existe pas. L'Union européenne des Émile Noël, des Jacques Delors et Pascal Lamy, pour s'en tenir aux figures françaises, est morte avec la méthode communautaire. L'Europe malade de la démocratie passait en revue l'histoire d'un assassinat qui commence avec

l'exécution du pacte de stabilité et de croissance par Gerhard Schröder et Jacques Chirac en novembre 2003, se poursuit avec l'échec de l'achèvement du marché unique dans les services (directive dite Bolkestein), est officialisée par le ralliement d'Angela Merkel à l'Europe « intergouvernementale » et gravée dans le marbre constitutionnel par le Traité de Lisbonne.

À l'équilibre et au dialogue du « triangle institutionnel » cher à Jacques Delors – Commission, Conseil et Parlement –, l'Europe intergouvernementale a substitué le règne sans partage du compromis boiteux entre les égoïsmes nationaux mal arbitrés par les chefs d'État et de gouvernement. Sous la houlette de l'obséquieux (vis-à-vis des puissants) José Manuel Durao Barroso, « l'exécutif européen » a été transformé en simple secrétariat du Conseil, comme Jean-Pierre Jouyet l'a lui-même reconnu après s'en être fort bien accommodé quand il était en charge des œuvres de Nicolas Sarkozy pendant la mirobolante présidence française de l'UE. Et les espérances démocratiques fondées sur la montée en puissance du Parlement européen, elles ont été cruellement déçues par le comportement moyen des eurodéputés, surtout ceux des deux principaux groupes, conservateurs du PPE et sociaux-démocrates du PSE. Les délégations nationales restent largement sous la coupe des capitales et de leurs appareils politiques. Qui est encore en charge de l'intérêt général européen ? Plus personne.

Quant à la performance de cette Europe intergouvernementale, il suffit de la mesurer à l'épreuve de la crise financière globale depuis 2007 pour en apprécier le caractère absolument pathétique. Systématiquement en retard sur l'événement, sans diagnostic ni remèdes, agissant toujours trop peu et trop tard, à dose homéopathique quand la chirurgie lourde était requise, parlant beaucoup mais pour ne rien dire. À la remorque des sondages et des « marchés ». Au point d'aller quémander l'intervention d'une puissance extérieure, le Fonds monétaire international, afin d'organiser les secours d'urgence dans la zone euro. Comme cela avait été annoncé ici même dès janvier 2009.

L'immuabilité du « bloc central »

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, c'est l'intervention plusieurs fois décisive dès le 9 août 2007, de la seule institution fédérale, « technocratique » par excellence, la Banque centrale européenne, qui a permis de gagner à chaque nouvelle épreuve un temps précieux que les politiques se donnent ensuite le luxe de gaspiller. À la dépense publique aveugle, succède une austérité qui ne l'est pas moins. Aucune des leçons, négatives et positives, des crises précédentes, du Japon à la Scandinavie en passant par l'Asie émergente, n'a été comprise et mise à profit.

Le vrai « crime » de l'euro, il est là : avoir différé le choc du « grand basculement planétaire » de la croissance en ouvrant, grâce au « jeu de la convergence » (des taux d'intérêts), une ère d'argent facile précipitant les acteurs publics et privés dans une spirale d'endettement suicidaire, surtout dans les pays de la périphérie de la zone euro. Comme il se doit dans un monde ouvert, un choc exogène, la crise des « subprime » aux États-Unis, a provoqué l'effondrement du château de cartes. Mais dans la superstructure politique, c'est l'immuabilité qui règne. Les « pom-pom girls » de l'État-providence sont passées en coulisse pour endosser les habits du syndic de faillite. Mais c'est le même personnel politique, nonobstant la systématité de « l'alternance ». Ce qu'au Portugal on désigne justement comme le « bloc central », se partageant le pouvoir et ses avantages à parts à peu près égales depuis quarante ans.

C'est cette logique mortifère que le vote italien dénonce. La logique d'appareil qui a conduit les caciques du Parti démocrate à appuyer un cheval de retour du « communisme » italien comme Pier Luigi Bersani face au jeune maire de Florence Matteo Renzi, dont les propositions de moralisation de la vie publique et d'assainissement du monde politique sont bien antérieures à celles de Grillo. Et dont la ville fait la démonstration qu'il est possible, en effet, de gérer autrement. Ce n'est pas un hasard si des édiles étrangers à la vieille classe politique ont permis à une ville comme Turin de gérer avec succès la transition d'un bastion manufacturier mono-produit (l'empire déclinant de la Fiat) vers une renaissance post-industrielle.

« Exister unis ou disparaître » (Luigi Einaudi)

Une chaîne n'est pas plus résistante que le plus faible de ses maillons : il n'y a aucune chance d'obtenir une démocratie européenne de qualité en s'accommodant dans l'espace national de démocraties de « basse intensité ». Et on doute sérieusement que l'alternative à la « médiocratie » corrompue d'un Berlusconi soit la « participatiocratie » du Mouvement 5 étoiles de Grillo et de son gourou Gianroberto Casaleggio, professionnel du Net. Le remède pourrait vite s'avérer pire que le mal.

« Si l'objectif prioritaire d'un responsable politique est la réélection, si à peine élu il entre à nouveau en campagne, c'est alors l'essence même de la démocratie représentative qui est menacée : l'idée qu'après un débat ouvert et transparent, le peuple souverain délègue son pouvoir à ceux qu'il a choisis et décide ou non de renouveler leur bail au terme du mandat. Dans l'intervalle, "Fais ce que dois, advienne que pourra" devrait être la ligne de conduite des élus », écrivions-nous dans le petit livre déjà cité. Le gouvernement par le "gazouillis" n'aurait sans doute rien à envier à la gestion sondagière actuelle.

C'est la démocratie en Europe qui a besoin de réformes de structure, tout autant que l'économie, afin que le mandat démocratique retrouve sa légitimité. Des mesures concrètes, parmi tant d'autres possibles : le strict non-cumul des mandats, leur limitation à deux ou trois dans une vie politique, la coupure du lien financier entre l'État et les partis comme le demandait Renzi, la transparence totale des données et l'accès sans restriction du public à l'information (ainsi que Florence le pratique), un dispositif anti-corruption rigoureux, l'indépendance de la justice et de la presse, la mise en œuvre résolue aux niveaux européen, national et local de la « subsidiarité », mot barbare mais concept fécond si on veut rétrocéder au souverain l'exercice direct d'une grande part de ses responsabilités.

Dans leur livre, Monti et Goulard rappellent cette analyse de Luigi Einaudi, le deuxième président de la République italienne, qui écrivait que « quelques mois d'hésitations et de divisions des États italiens de la fin du XVe siècle ont coûté à l'Italie la perte de son indépendance pendant trois siècles ». Et qui,

dès 1918, avait affirmé, à l'adresse des Européens : « Le problème n'est pas de choisir entre être indépendants ou s'unir mais entre exister unis ou disparaître. »